Le Figaro, 27 juillet 2012

LE FIGARO vendredi 27 juillet 2012

politique 3

Naturalisation : l'UMP dénonce les projets de Manuel Valls

L'opposition estime que le ministre va « affaiblir le pacte républicain » en assouplissant les critères de sélection.

SOPHIE HUET

ASSEMBLÉE Les députés de l'opposition sont vent debout contre Manuel Valls, qui veut se démarquer du précédent gouvernement en matière d'immigration. Mercredi, devant la commission des lois du Sénat, le ministre de l'Intérieur a annoncé sa décision de ne pas appliquer les nouveaux critères de naturalisation. Ceux-ci concernent la connaissance de la culture, de l'histoire et de la maîtrise de la langue française et ont été introduits par son prédécesseur, Claude Guéant (voir l'interview page 4). Certains y voient une manœuvre politique. « C'est de la provocation, juge Axel Poniatowski (Val-d'Oise). *Cela relève de la stratégie du PS depuis trente ans, initiée par François Mitterrand, qui vise à renforcer le Front national et à affaiblir la droite républicaine.* » Le nouveau député UMP du Vaucluse, Julien Aubert, est du même avis : « *C'est une opération qui vise à exciter l'électorat du FN pour fracturer la droite.* » Il considère en outre que « *cela va à l'encontre du message que les Français nous ont adressé pendant la campagne présidentielle : ils réclament plus de fermeté sur les conditions d'accès à la nationalité française* ». Philippe Goujon estime aussi que « *les socialistes n'ont rien entendu du message des électeurs sur leur attachement à la souveraineté nationale, et sur leur volonté de canaliser l'immigration* ». Le député UMP de Paris ajoute qu'« *en période de crise, il faudrait continuer à réduire les flux migratoires autant sur le plan professionnel que familial*, au lieu d'*ouvrir les frontières, et de provoquer ainsi un appel d'air* ». Franck Riester (Seine-et-Marne), qui juge les annonces du ministre de l'Intérieur « *encore très floues* », met en garde : « *L'adhésion à la langue et à la culture françaises fait partie de notre modèle d'intégration. Revenir en arrière serait affaiblir notre pacte républicain.* »

Plus généralement, les élus UMP dénoncent la volonté du gouvernement de Jean-Marc Ayrault de « détricoter » tout ce qui a été fait sous le précédent quinquennat. « *Il y a une volonté manifeste, puérile et irresponsable de revenir sur tout ce qui a été fait, dans tous les domaines, de manière presque aveugle* », analyse Philippe Houillon, l'ancien président UMP de la commission des lois. Sur le fond, le député du Val-d'Oise souligne que « *la naturalisation doit être la conclusion d'un parcours d'intégration* » et que « *la maîtrise de la langue française relève de l'évidence, sinon, la personne est de facto exclue* ». Pour le député libéral Hervé Mariton, « *la question de la nationalité est trop importante pour qu'on se dépêche de légiférer aussi vite* ». Nettement plus sévère, Claude Goasguen affirme que « *les socialistes sont en train de faire totalement fausse route et d'aggraver les problèmes* ». Le ministre de l'Intérieur ayant expliqué, pour le regrétter, que « *le nombre de naturalisations est en chute libre* », le député de Paris réplique qu'« *ouvrir les vannes de la naturalisation, c'est ne pas savoir, ou feindre d'ignorer, qu'il y a 100 000 naturalisations par an*, c'est-à-dire *beaucoup plus que dans les autres pays européens, notamment l'Allemagne* ».

> « La question de la nationalité est trop importante pour qu'on se dépêche de légiférer aussi vite »
> HERVÉ MARITON, DÉPUTÉ LIBÉRAL

« Un acte volontaire »

Spécialiste des questions d'immigration à l'UMP, l'ancien ministre Thierry Mariani rappelle que la naturalisation doit être « *le signe ultime d'intégration, parce qu'il s'agit d'un acte volontaire* ». « *Comment peut-on devenir français si on ne parle pas le français ? C'est l'un des points clés de l'identité nationale et c'est la condition nécessaire pour trouver un emploi et réussir dans la vie* », insiste le nouveau député des Français de l'étranger, qui rappelle que « *dans la plupart des pays étrangers, on renforce les liens linguistiques. Ne pas l'exiger, c'est une fausse générosité.* »

De façon plus imagée, Olivier Audibert-Troin estime que la naturalisation « *est une deuxième naissance* ». « *Ce que l'on veut, c'est doter les nouveau-nés d'atouts pour bien réussir leur vie. Cela s'appelle l'intégration, qui se fonde sur un critère d'appartenance, et non pas sur le lien du sang* », insiste le nouveau député du Var. Guillaume Larrivé (Vaucluse) défend l'« *immigration choisie* », chère à Nicolas Sarkozy : « *Pour moi, la France a le droit de choisir qui elle veut accueillir au sein de la communauté nationale. L'assimilation n'est pas un gros mot. Il est tout à fait souhaitable que les préfectures vérifient strictement la régularité des demandes de naturalisation.* » ■

Manuel Valls (au centre), défend sa politique de l'immigration devant la commission des lois, mercredi au Sénat. X. DE TORRES/MAXPPP

Roms : Valls crée des remous

DEUX ANS après le discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy, le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a admis mercredi l'obligation pour le gouvernement de démanteler des camps de Roms. Le ministre a fait part de son inquiétude sur la situation à Lyon, Aix-en-Provence, ou encore en Seine-Saint-Denis et dans la région de Lille. Cette annonce a suscité « l'inquiétude » du président de l'association « La voix des Roms », Saimir Mile, qui a souligné jeudi que les expulsions sans solution de relogement ne faisaient que déplacer le problème.

T. O.

Phoca PDF